



Communiqué de presse

L'intersyndicale Éducation Sarthe : FSU 72, CGT Éduc'Action 72, SUD Éducation 72

Depuis la semaine dernière, des lycéennes et des lycéens de plusieurs établissements sarthois se mobilisent (comme partout en France) pour dénoncer leurs conditions d'étude et de vie.

Manque de personnels, bâti vétuste, nombre trop important d'élèves par classe, emplois du temps intenable, accès toujours plus difficile, voire rendu impossible, aux études supérieures via Parcoursup s'ajoutent pour beaucoup à des conditions de vie de plus en plus précaires. Les coûts de l'énergie comme de la nourriture pèsent sur leurs foyers qui peinent à répondre à leurs besoins.

L'intersyndicale partage leurs revendications, les exprime depuis longtemps et les soutient pleinement. Celles-ci sont le reflet de conditions d'étude déplorables, conséquences directes des choix budgétaires et politiques imposés par les différents gouvernements d'Emmanuel Macron, notamment. Les budgets 2026 et 2027 aggravent encore une situation injuste et insupportable depuis plusieurs années.

Parce que les jeunes réclament plus d'égalité et dénoncent les conséquences de choix éducatifs inégalitaires — notamment la sélection opaque via Parcoursup —, le pouvoir fait le choix de répondre par la force, la répression policière et le discrédit : provocations, charges violentes, utilisation d'armes létales, multiplication des interpellations et des déferrements.

L'Éducation nationale doit cesser d'organiser la pénurie et la sélection des un·es au détriment des autres.

Certes, des exactions pourraient être commises et des personnels de l'Éducation nationale exposés à des menaces ou des brutalités. C'est une réalité que nous dénonçons : l'École est aujourd'hui la caisse de résonance d'une société inégalitaire et violente.

Si la police intervenait pour assurer la protection des lycéen·nes comme des personnels, elle n'utiliserait ni la provocation, ni la force et ni la violence (mise en joue d'un élève calme par taser®, bombes lacrymogènes envoyées sur des manifestant·es lycéen·nes et syndicalistes) et agirait toujours dans une perspective de dialogue et de désescalade du conflit.

Les interpellations systématiques et les actions « coups de poing » sont exactement ce qu'il ne faut pas faire, sauf à vouloir aggraver la situation, semer la peur et engendrer toujours plus de blessé·es et de traumatisé·es parmi les élèves comme parmi les agent·es !

Le gouvernement fait le choix de répondre à la crise sociale par des coups de matraque et des gaz lacrymogènes ! Il tente de discréditer le mouvement en le réduisant à de prétendues violences urbaines.

La véritable violence est celle du gouvernement qui détruit les services publics.

L'intersyndicale condamne fermement cette réponse qui confirme que ce gouvernement est aux abois, ne sachant répondre que par la violence à la colère sociale, y compris celle de la jeunesse. La simple participation des lycéen·nes aux mobilisations ne doit entraîner ni sanctions ni poursuites. Il est gravissime que des élèves soient mutilé·es, blessé·es et/ou traumatisé·es.

L'intersyndicale apporte son soutien aux personnels et aux jeunes blessé·es ces derniers jours.

Les violences doivent cesser, la jeunesse comme les personnels doivent être protégés. Il y a urgence à permettre l'expression lycéenne sans entrave et dans un cadre démocratique, pacifique, libre et serein. L'Éducation Nationale forment des futur·es citoyen·nes qui doivent pouvoir exercer leurs droits à s'exprimer, à manifester, à se réunir...

La société est à un tournant. Si les jeunes nous montrent le chemin en refusant de se résigner, nous, salarié·es de l'Éducation Nationale avons la responsabilité de nous mobiliser ici et maintenant !

Aussi, l'intersyndicale de l'Éducation de la Sarthe appelle toutes et tous les travailleurs·euses des établissements scolaires, mais pas seulement, à se mettre en grève à partir du mardi 6 octobre et à rejoindre les manifestations.

L'intersyndicale Éducation Sarthe : FSU 72, CGT Educ'Action 72, SUD Éducation 72

Le 2 octobre, Le Mans